

SEPTEMBRE 2025

Alors que le pouvoir macroniste tangué depuis des mois et que les prochaines semaines s'annoncent chaotiques, les contre-réformes dans l'Éducation nationale sont maintenues par un pouvoir sans légitimité et un ministère sans appui.

En cette rentrée 2025, les évaluations nationales standardisées et généralisées à toutes les classes de l'élémentaire vont faire leur retour. Une nouvelle fois, et alors que les organisations syndicales comme la CGT Éduc'action s'y opposent, elles vont être imposées aux équipes pédagogiques, le plus souvent sous la pression des directions académiques.

Ces évaluations, unanimement rejetées par les personnels, sont symptomatiques de la politique du « tout-évaluation » instaurée par Blanquer et maintenue par ses successeur·euses. C'est l'outil au service d'une politique de contrôle de tout un système, des personnels et des élèves.

Il y a donc URGENCE à s'y opposer. Ça reste l'engagement de la CGT Éduc'action et des personnels.

DES ÉVALUATIONS NATIONALES IMPOSÉES CONTRE LA VOLONTÉ DES PERSONNELS ET DES SYNDICATS



Alors que les résultats des évaluations PISA 2024 ont clairement indiqué la faillite de la politique Blanquer (pédagogies et évaluations), les gouvernements Macron ont généralisé ces évaluations nationales à tous les niveaux de l'école élémentaire en 2024-2025.

Dans ces conditions, et comme ils-elles le font depuis longtemps, les personnels et les organisations syndicales se sont mobilisé·es pour dénoncer les attaques contre la liberté pédagogique et le métier enseignant, mais aussi pour demander la fin de leur caractère obligatoire. La CGT Éduc'action maintient ce cap aujourd'hui.

LE SYMBOLE D'UNE POLITIQUE DE TRI ET DU RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS

Ces évaluations visent les élèves. Elles permettent de trier et classer les élèves, les stigmatiser rapidement comme « bons ou mauvais » élèves, mais également d'anticiper le tri qui s'organise au collège avec les « groupes de niveaux ». D'ailleurs, les évaluations de CM2 doivent permettre ce tri, le remplissage des « fiches navettes » pour la répartition des élèves en 6^{ème}... Et les évaluations 6^{ème} doivent aussi permettre les « ajustements » de ces groupes de niveaux dans les premières semaines de rentrée... Le schéma est ainsi complet.



LE TOUT-ÉVALUATION ?

C'EST TOUJOURS NON!



LE SYMBOLE D'UNE POLITIQUE DE CONTRÔLE ET DE PERTE DE SENS DU MÉTIER

Ces évaluations visent aussi et surtout les enseignant·es. Elles participent au contrôle croissant des pratiques professionnelles en réduisant les enseignant·es à de simples exécutant·es. Elles dépossèdent de la maîtrise de leur outil de travail et de leur expertise-professionnalité. Ce contrôle va se renforcer avec l'évolution des missions des directeur·trices d'école qui pourront surveiller les évaluations, les résultats et intervenir auprès des collègues pour « ajuster » leurs pratiques...

La CGT Educ'action rappelle que notre travail d'enseignant consiste au contraire à **concevoir et adapter les apprentissages en fonction des élèves et de leurs difficultés**. C'est la condition nécessaire à la réussite scolaire de nos élèves et non la recherche effrénée de la standardisation. À l'inverse, des outils standardisés n'offrent pas des réponses adaptées et enferment les élèves dans des parcours scolaires.

LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE

Ces **évaluations nationales** doivent permettre à l'institution de vérifier si les attendus annuels des programmes sont bien atteints par chaque élève sans prendre en compte la différence de rythmes dans les apprentissages. Mais comme ces mêmes programmes ne sont pas instaurés avec le flou politique, quel intérêt à les maintenir ?

CES ÉVALUATIONS STANDARDISÉES SONT BIEN LA PIERRE ANGULAIRE D'UN SYSTÈME GLOBAL D'ÉVALUATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF VISANT ÉGALEMENT À COMPARER LES RÉSULTATS DE CHAQUE ENSEIGNANT·E ET DONC À LES METTRE EN CONCURRENCE. C'EST INACCEPTABLE.

POUR LA CGT ÉDUC'ACTION, IL Y A URGENCE À EXIGER...

- ✓ L'ABANDON DES ÉVALUATIONS NATIONALES STANDARDISÉES OBLIGATOIRES
- ✓ L'ARRÊT DES MÉCANISMES DE PRESSION ET DE CONTRÔLE (PILOTAGE DES CONSEILS ACADÉMIQUES DES SAVOIRS FONDAMENTAUX CASF, FORMATION IMPOSÉE, TOUT-ÉVALUATION, CONTRÔLES INCESSANTS...)
- ✓ LE RESPECT DE LA LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE : ABANDON DE TOUTE TENTATIVE D'IMPOSITION DE MANUELS, Y COMPRIS AU TRAVERS D'UN PROCESSUS DE LABELLISATION.



RAPPEL

Localement, et dès la pré-rentrée, nous appelons à construire des dynamiques d'équipes pour faire comprendre, à nos collègues et aux familles, le danger de ces évaluations pour notre outil de travail et la réussite de nos élèves. Clairement, **l'opposition doit se voir comme une décision d'équipe pour construire du collectif et éviter toute forme de répression individuelle.**

ENSEMBLE,

**REFUSONS COLLECTIVEMENT DE FAIRE
PASSER LES ÉVALUATIONS NATIONALES
PORTONS UN AUTRE PROJET D'ÉCOLE
EXIGEONS L'ABANDON DU CHOC DES
SAVOIRS TOUJOURS EN VIGUEUR**

CGT Educ'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr

0155827655

unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgteduc.fr



@cgteducation